

Paris, le 13 avril 2021

Monsieur le Ministre de l'Économie des Finances et de la Relance,
Madame la Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion,

Nous, salariés et représentants du personnel de la **Banque Natixis SA**, sollicitons toute votre attention.

Un grand plan de délocalisation déguisé en réorganisation nous a été présenté.

S'il s'appliquait, on ne dénombrerait pas moins de 430 suppressions de postes sur les bassins d'emploi parisien et rémois (209 internes et 221 prestataires). Ceux-ci s'ajouteraient aux 750 précédemment délocalisés au Portugal.

De l'aveu même de la direction, ce projet sera suivi d'autres délocalisations massives.

Ces emplois supprimés en France seraient délocalisés à Porto où les salaires, les charges sociales et les impôts sont moins élevés qu'en France.

Que peut penser l'opinion publique d'un groupe mutualiste français qui a bénéficié du Crédit d'Impôts Compétitivité Emploi, collecte l'épargne, accorde des Prêts Garantis par l'État et ce, en presque totalité sur le territoire français et qui, en même temps, se gausse de la solidarité nationale ?

D'autant plus en cette période difficile, d'autant plus au moment où l'État engage des budgets considérables pour éviter les délocalisations.

Quelle image donne le secteur financier français qui communique beaucoup sur sa responsabilité sociale mais qui ne se traduit pas dans les faits ?

Nous sommes en colère.

Nous sollicitons votre intervention au plus vite pour éviter cette hémorragie.

L'ensemble des Organisations Syndicales Représentatives de Natixis SA



cfdt@natixis.com, cftc@natixis.com, cgt@natixis.com, snb@natixis.com, unsa@natixis.com